

« Des cellules terroristes existent partout en Europe »

CLAUDE MONIQUET, directeur du Centre européen du renseignement et de la sécurité (ESISIC)*

Un an après les attentats de Madrid, la menace terroriste est-elle derrière nous ?

■ **Claude Moniquet.** Au contraire, elle est devant nous. Il y a eu une erreur d'appréciation sur la signification réelle des attentats du 11 mars 2004 : beaucoup ont pensé que l'Espagne avait été attaquée car ses troupes étaient présentes en Irak. L'idée généralement admise est que, plus on est loin des Américains, plus on acquiert une forme d'immunité. C'est faux. Les attentats de Madrid ont été préparés dès 2000-2001, bien avant l'offensive des Etats-Unis et de ses alliés en Irak. L'Espagne a été prise pour cible pour des raisons de principe : c'est un pays occidental avec lequel les islamistes ont de vieux comptes à régler. Dans la première vidéo de revendication des attentats, il est fait état de la Reconquista (*NDLR : du VIII^e au XV^e siècle, reconquête de la péninsule ibérique sous domination maure par les chrétiens*). Ce type d'argument peut être étendu à l'ensemble du Vieux Continent.

La France est-elle une sorte de « sanctuaire » ?

14

Non. Les islamistes disent incarner le sentiment d'humiliation des musulmans dans le monde. La France, pays laïc, peut être visée pour de multiples raisons. A cause de ses positions en Algérie, de la loi interdisant le voile à l'école ou par solidarité avec des islamistes détenus, comme ceux interpellés en France dans le cadre des « filières irakiennes » qui gravitaient autour de la mosquée du XIX^e arrondissement. Jusqu'à présent, aucun pays n'a été touché pour ce dernier motif, car les arrestations de jihadistes se faisaient dans des milieux très ciblés. Il s'agissait d'hommes d'une trentaine d'années, qui étaient « en guerre » et savaient que la prison faisait partie des risques à prendre. Aujourd'hui, il s'agit de gens très jeunes, issus du même quartier, qui ont joué au football ensemble, susceptibles d'être beaucoup plus solidaires entre eux.

Y a-t-il d'autres motifs qui exposent particulièrement la France ?

Si la France n'est pas présente en Irak, elle l'est militairement en Afghanistan ou en Bosnie, où sa politique peut contrecarrer la stratégie des

islamistes. Enfin, c'est une cible pour de simples motifs opérationnels : les enquêtes ont démontré que des cellules du GICM (Groupe islamique combattant marocain) existaient un peu partout en Europe et qu'elles peuvent passer à tout moment à l'action.

« Des gens très jeunes qui constituent un réservoir de centaines, voire de milliers de jihadistes ! »

Vous semblez très pessimiste...

Oui, nous voyons arriver une nouvelle génération de terroristes, très jeunes, qui avaient entre 12 et 16 ans au moment des attentats du 11 septembre 2001, qui ont baigné dans la fascination de cette violence terroriste et qui constituent un réservoir de centaines, voire de milliers de jihadistes ! Ils sont de plus en plus liés à la grande criminalité, ce qui leur donne des facilités pour se procurer des armes et vivre

dans la clandestinité. Ils ont parfois des comptes à régler avec la société car ils se sentent rejetés. Si cette tendance se confirme, il y a de quoi être inquiet.

Les services européens travaillent-ils suffisamment ensemble ?

Cela fonctionne plutôt bien. Depuis le 11 septembre 2001, une quinzaine d'attentats ont été évités en Europe — en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne — grâce à la coordination des services européens. La nomination d'un coordinateur de la lutte antiterroriste, M. Gijs de Vries, est un point positif si elle permet d'obliger certains Etats — comme la Grèce ou les pays nordiques — à adopter des législations antiterroristes plus offensives. En revanche, cette nomination sera un échec si elle vise à mettre en place une coordination au niveau de l'Union européenne, car la sécurité reste une prérogative des Etats. **PROPOS RECUEILLIS PAR C.D.**

* L'ESISIC, basé à Bruxelles, est un centre de recherches indépendant, travaillant pour les pays européens ou membres de l'Otan.